



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2016

Publication : 04/04/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 29 mars 2016

Rapport n° 7

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	24
Nombre de Pouvoirs	9
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **1^{er} avril 2016**.

L'an deux mille seize, **le 29 mars à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **21 mars 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Sophie **CAPELLE**, Valérie **LEDoux**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Pascal **DUMESNIL**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** (Pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 20h), Olivier **LARDANS** (Pouvoir à Emmanuel DELINEAU jusqu'à 19h20), Gilbert **FOURNIER** (pouvoir à Dominique THINNES), Jean-Pierre **QUEMION** (Pouvoir à Nicole LANGLOIS), Philippe **KWIATKOWSKI** (Pouvoir à Laurent GILLE), Marie-Paule **DESHAYES** (Pouvoir à Virginie LAMBERT), Fabienne **MALANDAIN** (Pouvoir à Jérôme DUBOST), Martine **LESAUVAGE** (Pouvoir à Nordine HASSINI), Nada **ASOUNI** (Pouvoir à Pascal DUMESNIL).

Désignation du Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 29 mars 2016

RAPPORT N°7

FINANCES : Garantie à 100 % d'un emprunt de 322 000 € de la Caisse des Dépôts et Consignations pour Immobilière Basse Seine pour la réhabilitation de 23 logements situés impasse des Mésanges à Montivilliers – Modificatif de la délibération n° 7 du 25/01/2016 (7.3)

RAPPORTEUR - Monsieur Laurent GILLE, Adjoint au Maire chargé des projets et des finances

Le 25 janvier 2016, la Ville a délibéré sur cette demande de garantie d'emprunt mais certains critères fournis par Immobilière Basse Seine ne sont inexacts (taux d'intérêt actuariel annuel et taux de progressivité des échéances).

Concernant le taux actuariel annuel la précédente délibération mentionnait «taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,30 % » or il aurait dû être « taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,45 %.

Concernant le taux de progressivité des échéances, la précédente délibération mentionnait à tort « de – 3% à 0,50 % maximum », or le bon taux de progressivité est de 0 %.

Ainsi, nous devons donc de nouveau délibérer.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt signé entre Immobilière Basse Seine, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Article 1 : l'assemblée délibérante de la Ville de Montivilliers accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 322 000 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce prêt constitué d'1 ligne du prêt est destiné à financer la réhabilitation du Parc social public, composé de 23 logements, situés impasse des Mésanges à Montivilliers.

Article 2 : les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont les suivantes :

Ligne du prêt	Eco-prêt
Montant du prêt	322 000 euros
Durée totale	20 ans
<i>Dont durée de la phase du différé d'amortissement</i>	<i>2 ans</i>

Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0,45 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i>
Modèle de révision	« Double révisabilité limitée » (DL)
Taux de progressivité des échéances	0 % <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A</i>

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.


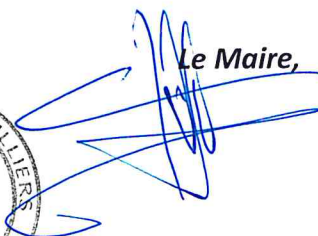
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

  **Le Maire,**